



LA CGT ÉDUC'ACTION ALERTE SUR LA SITUATION CATASTROPHIQUE DES GRETA

La loi « Liberté de choisir son avenir professionnel » de 2018 a accéléré la marchandisation de la formation professionnelle et la mise en concurrence entre les organismes de formation. Les conditions de travail se dégradent inmanquablement : temps partiels imposés, salaires trop bas, évolution de carrière quasi nulle, accentuation de la précarité.

Avec la baisse progressive à la fois de l'engagement de l'État et de celui des Régions, les Greta connaissent des situations financières désastreuses. En cette fin d'année, de nombreux Greta subissent les pertes budgétaires directement liées au recul du marché de la formation. Les conséquences pour les personnels sont dramatiques : licenciements, non-renouvellements ou baisses de quotité. Pour les stagiaires et notamment les publics les plus éloignés de l'emploi ou les plus fragiles, cela se traduit par une impossibilité d'envisager un parcours professionnel et des réponses de proximité.

De plus, l'introduction récente dans le code de l'Éducation de la possibilité de verser les GRETA dans les GIP FCIP met à mal la mission de formation continue des adultes au sein de l'Éducation nationale.

Les académies, les unes après les autres font ce choix à court terme non sans avoir procédé au préalable à une réduction des effectifs. De fait, les Greta perdent leur vocation de service public de la formation continue et deviennent une marque avec des personnels de moins en moins sécurisés et des formations de moindre qualité.

Or, la formation continue des adultes est une véritable nécessité pour répondre aux grands enjeux actuels de transformation écologique, technologique, énergétique et industrielle. Il faut sortir des logiques d'appel d'offres et cesser de privilégier le coût au détriment de la qualité de la formation.

La CGT Éduc'action revendique la mise en place d'un service public de la formation continue, élaboré et piloté par l'État, pour éviter les inégalités sur le territoire et mis en œuvre par les services déconcentrés de l'État.

La CGT Éduc'action appelle l'ensemble des personnels à rejoindre la grève interprofessionnelle du 5 novembre prochain.

Montreuil, le 15 octobre 2026

